

Les luttes des cheminots, des salariés d'air France, du commerce, des énergéticiens, des salariés de la santé, tant publique que privée, des fonctionnaires, des retraités, etc, ne s'essouffent pas, contrairement aux dires des médias.

Ces luttes, nombreuses dans les entreprises sur salaires, conditions de travail et de vie, démontrent un fort mécontentement parmi la population et une prise de conscience qui se généralise sur les effets désastreux de la politique du gouvernement au service du MEDEF.

Rappelons que les bénéficiaires du CAC 40 ont continués à progresser en 2017 (+ 21,6%) et se montent à **94 milliards d'euros** de dividendes accaparés par les actionnaires.

Voilà l'autel sur lequel ils sacrifient notre modèle de société.

Les questions des services publics, de leur développement, de leur efficacité pour répondre aux besoins, de leur accessibilité à tous, comme celle de la protection sociale (sécu, retraite, famille, chômage) font bien partie des enjeux posés dans la période.

C'est le sens des mobilisations actuelles, ainsi que celui de l'appel des fédérations de services publics à la journée d'action du 22 mai.

Les unions régionales CGT, FO, FSU et SOLIDAIRE appellent l'ensemble des salariés, au-delà de la fonction publique, à se mobiliser et à manifester le 22 mai.

L'Union Régionale d'Île de France appelle à participer massivement à la journée de grève et à manifester dans le cortège CGT Fonction Publique pour exiger :

- La réduction du temps de travail à 32 h et la fin des temps partiels imposés.
- L'augmentation du SMIC à 1800 €, des salaires et des pensions, ainsi que la reconnaissance des qualifications.
- L'égalité salariale et de carrière entre les femmes et les hommes.
- Des services publics de qualité pour tous.
- Une protection sociale de qualité pour tous.
- Des droits nouveaux pour les salariés.

Rendez-vous le mardi 22 mai à 14H, République

Montreuil, le 9 mai 2018